



SE REDONNER UN DÉPUTÉ COMMUNISTE POUR SE DÉFENDRE CONTRE LA DROITE ET LES FORCES DE L'ARGENT

Jean QUERBES

Ingénieur agronome, maire-adjoint de Tonneins,
Conseiller régional

et **Jean-Jacques CADÉAC**

Technicien supérieur, maire adjoint de Marmande

POUR CONFIRMER NOTRE REJET (à 58%) DE LA POLITIQUE DE MAASTRICHT

A quelques heures du scrutin du 21 mars, vous vous interrogez peut-être encore sur la meilleure façon d'utiliser votre bulletin de vote pour dire votre sentiment et pour changer les choses. La vie est tellement difficile pour le plus grand nombre, et l'avenir si incertain que cela mérite réflexion.

Beaucoup se demandent en effet avec tristesse et parfois avec colère comment on a pu en arriver là avec « la gauche » au pouvoir. Mais ce n'est pas une politique de gauche, de progrès qui a échoué. L'échec vient au contraire de lui avoir tourné le dos, d'avoir reculé face aux forces de l'argent, aux diktats des dirigeants allemands ou américains et d'avoir fait leur politique, au prix de la régression sociale et de l'injustice, du déclin industriel et agricole et du spectacle écœurant des affaires, et de l'argent roi.

La droite est forte de cet échec qu'elle met en avant pour masquer ses propositions qui vont dans le même sens.

Epaulée par l'extrême droite, elle prétend devenir majoritaire et prendre la relève en mars. Et les dirigeants écologistes lui font déjà des offres de services et la courte échelle en annonçant le maintien de leurs candidats au deuxième tour.

Dans le même temps les dirigeants socialistes annoncent ce « big-bang » qui dissoudrait leur parti dans une nébuleuse avec des élus centristes, élus sur le programme RPR/UDF qu'ils prétendent aujourd'hui combattre.

ALORS POURQUOI ET POUR QUI VOTER ?

Pour la droite ?

Mais ce serait, pour les salariés victimes ou menacés de licenciements comme à Miramont, Marmande, Tonneins, Casteljaloux, ou ailleurs demander l'abrogation des mesures anti-licenciements tout récemment votées sur propositions des députés communistes et que la droite a combattu !

Ce serait pour les agriculteurs éreintés par la réforme de la PAC et menacés par les préaccords du GATT, refuser d'utiliser le droit de veto de la France pour défendre ses intérêts vitaux, comme l'ont déjà refusé les élus UDF/RPR à l'Assemblée Nationale.

Ce serait pour les assurés sociaux accélérer le pas vers une protection sociale « retraite » et « santé » toujours moins bien assurée, progressivement placée sous la direction des banques et des sociétés d'assurances.

Ce serait pour les salariés et les usagers des services publics, accélérer le mouvement vers la privatisation, le démantèlement et le recul de l'école publique, de l'hôpital, de la poste, de la SNCF, de l'EDF-GDF, des abattoirs,...

Ce serait encore, pour les 58 % d'électrices et d'électeurs qui ont dit NON à Maastricht — non par opposition à l'Europe mais à sa construction antipopulaire et antidémocratique — se déjuger en approuvant « l'application rapide du Traité » comme le prévoit la plateforme de l'UDF et du RPR dont le candidat RICHARD a envoyé siéger au Sénat, pour représenter la

population du Lot-et-Garonne, François-Poncet, le plus maastrichien des maastrichiens, le signataire de la directive européenne de 1979 qui menace la chasse populaire.

IL FAUT FAIRE ÉCHEC A LA DROITE ET A SES PROJETS

Pendant des décennies, dans la circonscription de Marmande, ce sont des députés communistes comme Hubert RUFFE jusqu'en 1981, qui ont rassemblé et représenté les forces de gauche, de progrès.

Qui peut nier que les intérêts des salariés, des agriculteurs, des retraités étaient bien défendus. On était écouté et respecté.

Depuis, le PCF a vu son influence diminuer et les privilégiés de la fortune en ont profité (« on ne fait pas la même politique quand le PCF fait 20 % ou 10 % » expliquait Chotard, vice-président du patronat français), tandis que les dirigeants socialistes se sont considérés comme « libérés » de leurs engagements à gauche.

Les conséquences en sont lourdes aujourd'hui pour chacun de nous et pour le pays.

Le PCF a tiré des enseignements pour se transformer lui-même et mieux répondre aux aspirations de la société, à une autre politique et à une autre façon de la faire. Ce renouvellement sera poursuivi.

Mais la question qui vous est aujourd'hui posée, n'est pas d'adopter les convictions des communistes, mais de savoir comment voter pour tout à la fois, dire son mécontentement de la politique actuelle, censurer le gouvernement comme l'ont fait par deux fois les députés communistes contre l'instauration de la CSG et la réforme de la PAC, s'opposer à la droite et à l'extrême-droite, faire valoir ses aspirations à autre chose, tout en se donnant davantage de forces et des élus efficaces pour se défendre demain face à la véritable agression qui se prépare contre nos conditions d'existence ?

Un bulletin de vote répond à ces demandes quelles que soient vos distances envers le PCF lui-même : c'est le vote pour les candidats communistes.

N'est-ce pas évident encore dans cette circonscription de Marmande ? Une circonscription où les candidats présentés par le PCF ont recueilli 15 % de vos suffrages aux dernières élections législatives de 1988 alors qu'un tapage médiatique annonçait la disparition du PCF avec « zéro député » (il y en a eu 26) ; là encore où, il y a un an, 4 points seulement séparaient la liste du PCF et la liste du PS, là enfin où, au référendum, 58 % d'entre vous ont voté NON comme l'ont fait les électrices et les électeurs communistes en opposition au député socialiste et au président de droite du Conseil général.

N'EST-IL PAS POSSIBLE ET NÉCESSAIRE, DANS CES CONDITIONS, DE SE REDONNER UN DÉPUTÉ COMMUNISTE EN MARMANDAIS ?

Vous n'êtes pas forcément d'accord avec tout ce que dit et fait le Parti communiste. Mais il est un fait bien établi que ça va mieux pour le peuple et le pays, que la gauche est plus forte et ancrée à gauche quand le Parti communiste a plus de poids dans la vie nationale, comme ce fut le cas en 1936, à la Libération, en 1968, et jusqu'en 1981 dans notre circonscription. Pour ma part, et si vous choisissez notre bulletin, je m'engage à ne pas faire dire à votre vote plus que ce que vous aurez voulu dire : traduire notre mécontentement et nos aspirations communes à vivre mieux dans le respect de l'identité de chacun et de notre diversité. Et ce vote fera événement dans tout le pays.

Pour vous faire entendre POUR VOUS DÉFENDRE FACE A LA DROITE REDONNEZ-VOUS UN DÉPUTÉ COMMUNISTE

avec

Jean QUERBES

Ingénieur agronome, maire-adjoint de Tonneins, conseiller régional

et **Jean-Jacques CADÉAC** (suppléant)

Technicien supérieur, maire-adjoint de Marmande

**Candidats de rassemblement pour se défendre
et faire du neuf**

présentés par le Parti Communiste Français

Vu les candidats